

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1596 - 23 mai 1991 - 6 F

D 1596 NICARAGUA: RÉVOLUTION, POUVOIR D'ÉTAT ET CHRISTIANISME

La préparation du prochain congrès du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) est l'occasion, dans les milieux d'opposition, de sérieuses discussions idéologiques et d'un bilan de onze années d'exercice du pouvoir par les sandinistes, en vue des élections présidentielles de 1996 (cf. DIAL D 1494 et 1561). Dans le document ci-dessous, nous présentons un extrait de la revue *Envío* de mars 1991 consacré à l'Amérique centrale. Il concerne le Nicaragua et brosse un bilan critique du pouvoir sandiniste, dans sa partie négative. (La partie positive fait état d'une "récolte féconde" à savoir: la dignité retrouvée, la Constitution démocratique, l'Etat pluri-ethnique, l'armée sous pouvoir civil, la réforme agraire, la contribution à un nouvel ordre juridique international, l'effort de paix d'Esquipulas et la présence chrétienne). On notera, dans le bilan ci-dessous, l'insistance en faveur d'un recentrage total de l'utopie révolutionnaire, non plus sur le pouvoir d'Etat et un parti d'avant-garde, mais sur les ressources humaines du milieu populaire considéré "comme sujet historique", c'est-à-dire l'acteur de son développement, de sa culture et de son devenir. C'est là, en matière de pouvoir politique, une véritable révolution dans la révolution tant sur le plan idéologique que dans la pratique quotidienne. Il semble qu'on puisse y voir l'effet d'une particularité latino-américaine directement héritée de la praxis des "communautés ecclésiales de base" (cf. DIAL D 1584).

Note DIAL

UNE DÉFAITE ÉLECTORALE LIBÉRATRICE

De la révolution populaire nicaraguayenne, du Nicaragua révolutionnaire comme expérience modèle et comme affirmation d'une utopie pour le tiers-monde, il reste d'abord une leçon claire sur les voies sans issue dans lesquelles peut se bloquer une révolution. **Ce qu'il ne faut pas faire est désormais plus clair que jamais.** Ce qu'il ne faut pas faire dans une praxis historique révolutionnaire qui prétend construire la démocratie sur la base d'un peuple et assumer toute sa créativité économique et culturelle.

Les éléments de cette leçon ont été exposés par *Envío* à plusieurs reprises avant les élections, sauf que nous n'étions pas arrivés au point de croire qu'elles allaient à la défaite. Ce qui est maintenant libérateur, ce n'est pas qu'il y ait des intellectuels pour en parler, c'est que le peuple est beaucoup plus au fait qu'avant sur ce qu'il ne faut pas faire. La leçon est devenue une force sociale dans les masses.

L'objectif principal de la révolution n'est pas la prise du pouvoir d'Etat

L'élément premier de cette leçon concerne le pouvoir d'Etat. Un mouvement révolutionnaire ou populaire qui théorise la prise du pouvoir d'Etat comme mainmise sur le socle le plus solide pour l'effectuation de changements radicaux dans la société, se verra tôt ou tard séduit et subjugué par le **fétichisme du pouvoir**. Cela ne veut pas dire - il faut l'affirmer si l'on ne veut pas tomber dans l'ingénuité - qu'il ne

D 1596-1/6

soit pas important d'avoir en main l'outil de l'Etat pour permettre à une révolution de s'approfondir. Il est évident que c'est important. Mais la priorité accordée à la prise du pouvoir d'Etat conduit à considérer l'Etat comme le grand bienfaiteur du peuple et à lui attribuer la totalité du pouvoir, même si on le baptise une fois ou l'autre "pouvoir populaire". On succombe ainsi à l'aveuglement qui dispense de voir dans l'Etat un outil ambigu, c'est-à-dire capable de brancher sur la logique des masses les vocations autonomes d'associations multiples et pluralistes surgissant dans la société civile, mais capable également de les supplanter en restreignant leur nombre, en uniformisant leur pluralisme et en affaiblissant leur créativité.

Le problème est que, ce faisant, le mouvement révolutionnaire s'idéologise inéluctablement. Il se rend inapte à toute prise de distance critique par rapport à la potentialité ambivalente de l'Etat dans sa base matérielle - les appareils d'Etat - et, par là, il devient fauteur de différenciations entre classes sociales. Il crée non seulement une inégalité dans l'accès au pouvoir, mais il augmente encore cette inégalité en mettant en place des mécanismes coercitifs et bureaucratiques qui déprécient et réduisent la participation populaire, la démocratie de base. Ce qui est vrai c'est que la participation populaire - l'engagement des organisations populaires librement associées pour une vie sociale meilleure, dans un rapport avec l'Etat et les partis politiques fait d'autonomie réciproque, et en lien actif avec le peuple non organisé - est la valeur révolutionnaire fondamentale à préserver dans le pouvoir. Elle est la seule à parvenir progressivement à ce que le pouvoir ne devienne pas la domination de quelques minorités. Un mouvement révolutionnaire qui ferme les yeux sur l'ambivalence de l'Etat finit inéluctablement par accepter que le pouvoir d'Etat écarte cette valeur et se transforme en pouvoir non démocratique, même s'il se présente comme "pouvoir populaire", ce qui n'est qu'une manière de recouvrir son élitisme.

Au Nicaragua, le sandinisme ne s'est pas défait de la préférence léniniste pour un pouvoir d'Etat comme outil révolutionnaire privilégié. Cela lui a fait oublier que Lénine, comme on le lit dans le journal de ses secrétaires, a passé les dernières années de sa vie de malade dans l'obsession de contenir l'influence grandissante des deux bureaucraties d'Etat qui poussaient l'Etat révolutionnaire des *soviets* (les conseils populaires d'ouvriers, de paysans et de soldats) vers la bureaucratie autocratique. La bureaucratie héritée du tsarisme et celle mise en place par le parti bolchevique, dans sa volonté de mettre ses dirigeants aux rouages de l'Etat pour assurer dans ses mains l'outil du pouvoir, ont tourmenté Lénine jusqu'à sa mort. Il a vu le problème mais il n'a pu le résoudre, hanté qu'il était par sa stratégie de direction de l'Etat par le parti.

La même obsession a fait que le sandinisme a négligé le fait que, pour Marx, il est aussi important de trouver la voie de la socialisation (démocratisation) des ressources économiques que de trouver celle de la socialisation (démocratisation) du pouvoir, ainsi qu'on peut déjà le constater dans sa 3^{ème} thèse contre Feuerbach ainsi que, plus tard, dans son analyse sur *La Commune de Paris* et dans la *Critique du programme de Gotha*.

L'appropriation sociale de la production - en réalité de toute l'économie - et l'appropriation sociale du pouvoir sont deux processus inséparables de tout mouvement révolutionnaire authentique et en rapport étroit avec la production d'une hégémonie populaire. Privilégier le pouvoir d'Etat comme outil révolutionnaire c'est comprendre la socialisation des ressources économiques d'abord et idéalement comme étatisation de la propriété; c'est également comprendre la socialisation du pouvoir d'abord et idéalement comme concentration étatique du pouvoir.

Parce qu'ils faisaient abstraction du contrepois aux traits non démocratiques de l'Etat sandiniste que constituait la stratégie du pluralisme politique dans la société, de nombreux Nicaraguayens ont interprété le sandinisme comme "opresseur et totalitaire" en raison de ses aspects non démocratiques. Dans l'étude du sondage d'opinion effectué six mois après l'échec électoral du 25 février 1990 par l'Institut d'études nicaraguayen

sous la direction de Paul Oquist, il apparaît que telle était l'opinion de 46% des votants en faveur de l'UNO et de 5% des votants en faveur du FSLN.

Cette nébuleuse signifiante "opresseur et totalitaire", comme l'ont vérifié les enquêteurs par la technique de la franche discussion de groupes sur un thème, avait pour contenu concret des éléments de contrôle économique, militaire, politique et idéologique. Les groupes mentionnaient, par exemple, la priorité donnée à l'Aire de propriété du peuple (étatique) et aux coopératives de production, les blocages ou pénuries provoquées de la commercialisation intérieure des produits de base, le caractère obligatoire du service militaire avec la façon dure et parfois injuste dont il a été appliqué, sans parler de l'endoctrinement des conscrits; la centralisation syndicale, la condamnation de la critique qualifiée de réactionnaire ou de contrerévolutionnaire, les abus de pouvoir et la corruption sous forme de favoritisme sectaire.

C'est également, de fait, la prédominance de l'Etat mise en avant sans nuance qui a permis au sandinisme, après sa défaite, d'attribuer de façon discutable et suspecte des biens d'Etat à des particuliers. Cela a permis à de nombreux Nicaraguayens de parler à cette occasion de corruption, sans que cela n'ait encore été éclairci ni liquidé.

Nous pensons que ce point du pouvoir d'Etat est un point crucial. C'est sur lui que se cristallise la politisation excessive des mouvements révolutionnaires et que se greffent - en dépit de tous les slogans libéraux d'un Etat arbitraire et non intervenant - les différentes formes de la domination bourgeoise. Aujourd'hui encore, un an après sa défaite électorale et dans le débat ouvert au titre de la préparation du premier congrès du FSLN, le sandinisme considère de fait la reconquête du pouvoir d'Etat en 1996 comme la première finalité de ses nécessaires changements internes. La conséquence en est que, pendant quelque six années, passe - et restera probablement - au second plan le service révolutionnaire que le sandinisme peut et doit rendre au peuple nicaraguayen, s'il entend approfondir son caractère populaire et révolutionnaire.

Ce service consiste en la croissance du peuple comme sujet historique sur tous les plans: économique, politique, culturel et international. C'est la seule façon de parvenir à la vérité sociale d'une stratégie de "gouvernement du Nicaragua à partir du bas", c'est-à-dire selon un concept de participation populaire garantissant une pratique démocratique au niveau de la majorité de la population. S'il en était ainsi, les six années actuelles ne devraient pas être envisagées comme une phase de transition entre deux périodes révolutionnaires, mais comme porteuses de possibilités historiques d'approfondissement d'une même période révolutionnaire dans une autre phase de son histoire. S'il n'en est pas ainsi, l'objectif principal du FSLN pour 1996 - reprendre le pouvoir d'Etat - ne se différenciera guère de l'électoralisme qui permet aux partis des démocraties bourgeoises de survivre entre deux élections.

Il y a contradiction entre un parti léniniste d'avant-garde et le pluralisme politique

Le deuxième élément d'importance concernant une vraie praxis révolutionnaire nous est donné par l'expérience de la décennie sandiniste, quand nous attribuons au FSLN le caractère de parti révolutionnaire. Il n'est donc pas nécessaire de nous y attarder beaucoup.

En lien direct avec l'Etat conçu comme pouvoir révolutionnaire proprement dit, le parti révolutionnaire se veut l'avant-garde de l'alliance sociale des classes qui verront leurs intérêts majoritaires privilégiés par le processus révolutionnaire. Le sandinisme s'est enfoncé dans une sérieuse contradiction entre une conception de la société comme économiquement complexe (l'économie mixte), politiquement diversifiée (le pluralisme politique), culturellement libre et créatrice (hégémoniquement populaire mais non coercitive), et une conception du parti-exécuteur de ce programme révolutionnaire - comme "comité exécutif" de la classe sociale uniquement et authenti-

quement révolutionnaire; un comité exécutif confondu avec l'Etat, c'est-à-dire comme **une organisation verticale ayant tendance à unir le pouvoir et la propriété**, disposant d'un pouvoir absolu concentré en une direction nationale et régionale non élue, et revendiquant l'identité culturelle d'être la réserve indiscutable de "conscience révolutionnaire" et le seul expert authentique en matière de stratégies et de tactiques révolutionnaires.

La démocratie pour la société et la dictature dans le parti ne sont pas compatibles. L'une ou l'autre finissent par s'imposer dans la société comme dans le parti ou, au minimum, par donner des hybrides de faible qualité et aux contradictions insolubles. Dans la mesure où l'on considère le pouvoir d'Etat comme le meilleur outil révolutionnaire, la complexité de l'Etat - qu'on estime devoir agir partout et à tous les niveaux de la société - entre en conflit avec la complexité de la société civile dont le peuple est partie prenante dans tous ses rouages. Le parti se trouve alors devant l'obligation de choisir entre la préoccupation d'avoir à remplir les postes nécessaires au contrôle de l'Etat ou la volonté d'être un ferment d'organisation populaire au sein des masses. Là est toute la différence entre un parti - détachement d'avant-garde, et un parti - mouvement social de masse. Le second terme de l'alternative sera toujours perdant.

Une organisation qui ne se différencie pas clairement de l'Etat n'a pas à chercher ailleurs la raison pour laquelle cette organisation en vient à obstruer progressivement les canaux par lesquels les aspirations du peuple devraient remonter de la base. L'Etat a bureaucratisé le FSLN, comme tout Etat bureaucratise tout parti qui s'identifie à lui, en lui faisant ainsi perdre son caractère de mouvement social qui se renouvelle en permanence grâce à son identification aux masses populaires et qui s'applique à y susciter des organisations autonomes.

Le FSLN, "comité exécutif" d'une classe sociale dans l'Etat, a perdu dans sa praxis historique la complexité dialectique qu'il avait au moment de sa formation comme front-parti. Il n'a pas réussi à devenir le dirigeant sobre et précautionneux d'un Etat qui aurait cristallisé les intérêts généraux de groupes sociaux très diversifiés et synthétisé en même temps les aspirations des masses populaires. Il n'est pas parvenu à se mettre à l'école de la logique des masses dans leurs organisations autonomes, ni à se faire le découvreur prévenant des aspirations pas encore traduites en organisations et cependant présentes dans le peuple.

Ce ne sont pas les grands projets qui font le développement

Le troisième élément d'une praxis révolutionnaire viciée, sur les routes de laquelle le sandinisme a clairement montré que s'y embourbe la révolution en Amérique centrale et dans les pays similaires du tiers-monde, c'est l'obsession d'une avancée rapide du développement économique par la priorité donnée à des projets d'industrialisation trop ambitieux. De tels projets exigent une technologie relativement avancée, ils absorbent des cadres techniques et administratifs qui sont rares; et ils supposent des financements qui sont presque exclusivement basés sur des ressources extérieures et dont le rendement est à très long terme. L'ampleur de ces projets et leur lenteur en matière de rendements productifs et financiers en font les candidats privilégiés de l'étatisation. Leur aspect grandiose et le saut technologique qu'ils appellent dans nos pays confèrent à l'Etat une sorte de caractère de créateur à partir de rien. C'est pratiquement une quasi divinisation de l'Etat puisqu'aussi bien "la création à partir de rien" est considérée comme l'un des attributs de la toute-puissance.

En s'investissant dans de tels projets, l'Etat conçu comme outil révolutionnaire essentiel se grandit encore davantage. Par sa médiation, les révolutionnaires se sentent capables de manipuler le monde de l'économie de façon créatrice et pratiquement dans toutes les directions, mais toujours vers "le progrès". Le fétichisme des forces de production recouvre dans **le mythe du progrès** (un mythe qu'un certain marxisme-léninisme partage avec le libéralisme) la réalité des rapports sociaux de production. On

oublie ainsi peu à peu que les personnes et leurs rapports sociaux - qu'il importe de changer tendanciellement en rapports communautaires - sont le centre de l'économie. On oublie également que les peuples ne peuvent changer la base matérielle de leur existence qu'à partir de ce qu'ils ont déjà et de ce qu'ils savent déjà, en assimilant de manière progressive et critique ce que les autres peuples ont déjà développé et expérimenté.

Le sandinisme, quant à lui, a joué sur la création ^{et la} mise en place d'un complexe gigantesque d'accumulation étatique - par rapport à nos dimensions - et a négligé le renforcement continu des groupes sociaux les plus importants du pays et déjà productifs: la paysannerie, la petite industrie et l'agro-exportation traditionnelle de café et de viande.

Une stratégie défensive de haute intensité

Nous avons, dans la riposte à la guerre d'agression déclenchée par l'empire (1), un quatrième élément des difficultés dans lesquelles s'est mise la révolution nicaraguayenne avec son issue excessivement coûteuse. Le sandinisme a répliqué par une défense militaire de haute intensité technologique à une guerre de basse intensité (2) menée par l'empire sur tous les plans, mais spécialement en matière économique et à travers des campagnes de propagande présentant la révolution nicaraguayenne comme totalitaire, athée et anti-occidentale. Cette stratégie de défense, par ailleurs très bien articulée sur le plan diplomatique dans un grand effort d'imagination, a négligé l'arrière-garde populaire. Elle n'a pas investi dans la sécurité et dans l'encouragement à l'économie paysanne, alors que la guerre a surtout été menée en rural. Elle a sous-estimé la culture populaire par l'instauration d'un service militaire porté à l'extrême par son caractère obligatoire et la faiblesse du volontariat, malgré l'admirable héroïsme de nombreux jeunes engagés volontaires. La stratégie de défense a également échoué parce qu'elle n'a pas su tenir compte du symbolisme religieux dans sa profondeur, alors qu'il est le principal trait culturel de l'identité nicaraguayenne, aussi bien en rural que dans les secteurs urbains populaires. **Alors que cette stratégie a su "coller" à l'ennemi et en grande partie au terrain, elle n'a pas su obtenir des résultats identiques dans la nécessité de "coller" aux masses populaires dans leur si riche complexité.**

Ne pas se heurter à l'Eglise

Ne pas exciter l'empire (cf. note 1)

Devant les lourdes suspicions et les craintes démesurées que tout mouvement révolutionnaire fait naître dans l'Eglise catholique et dans l'impérialisme nord-américain - *"notre paranoïa anticommuniste, a écrit l'ancien sénateur Fullbright, nous empêche de vérifier si nous pouvons ou non vivre avec les révolutions"* - le sandinisme a fait la démonstration d'un cinquième élément, à savoir les chemins par lesquels la praxis révolutionnaire ne doit pas passer quand il s'agit de pays trop proches de l'empire et marqués par une culture au symbolisme prédominant d'ordre religieux et catholique. Le manque de patience face aux incompréhensions voire à l'agressivité de la hiérarchie catholique s'est soldé par des coûts trop élevés dans la conscience d'une grande partie de la population, pour laquelle la perception du sacré au niveau de la hiérarchie est l'une des forces symboliques constitutives de sa culture.

L'excès de discours anti-américain et la sous-estimation de l'agressivité subtile qui caractérise la guerre de basse intensité ont contraint le sandinisme à faire vibrer la corde du nationalisme en exigeant de cette autre composante culturelle du Nicaragua des efforts surhumains de résistance. Selon le sondage post-électoral de l'Institut d'études nicaraguayen, 50,8% des personnes interrogées pensent que *"c'est une*

[1] Les Etats-Unis (NdT).

[2] Concept géostratégique des milieux militaires nord-américains à la base de la lutte anti-communiste dans les pays du tiers-monde (NdT).

erreur pour un petit pays d'Amérique centrale de vouloir s'affronter à la politique nord-américaine". Ce groupe était composé pour 64,2% de personnes ayant voté en faveur de l'UNO et pour 32,6% en faveur du FSLN.

Nous avons, en matière de défense et de nationalisme, souligné des déficiences ou des excès mais sans prendre à aucun moment la défense d'attitudes indignes d'abandon ou de soumission.

Le manque de coordination régionale de la politique nationale

Enfin, dernier élément, le fait que le sandinisme révolutionnaire se soit fixé sur la défense du pouvoir d'Etat national n'a pas permis de libérer les énergies populaires dans le sens de la coordination de tous les efforts populaires en Amérique centrale.

Si, par exemple, on avait offert en 1980 du travail et des terres au Nicaragua aux centaines de milliers de Salvadoriens qui commençaient à fuir la répression brutale dont ils étaient victimes, il est probable que la révolution nicaraguayenne se serait renforcée de la culture salvadorienne du travail (3) et que de nombreux Salvadoriens auraient acquis une expérience d'édification révolutionnaire aux effets incalculables. Il est évident qu'il n'aurait pas été facile de combiner les talents de deux peuples aussi différents sans avoir à limer les aspérités à d'innombrables reprises.

Dans un autre domaine, il est pour le moins douteux que le fait d'avoir diplomatiquement ignoré la brutalité du régime guatémaltèque - dans le cadre d'Esquipulas, par exemple - ait été une décision politique qui aurait donné au sandinisme une plus grande marge de manoeuvre.

Alors que l'impérialisme nord-américain menait sa politique en Amérique centrale, nous estimons qu'en fonction des conditions créées par le triomphe de la révolution nicaraguayenne il n'y a pas eu de politique régionale révolutionnaire suffisamment élaborée et reposant sur une base populaire. Une nouvelle fois, ici aussi, le sandinisme n'a pas su faire contrepoids à son caractère étatique par son caractère populaire et révolutionnaire. Sans stratégies régionales, révolutionnaires et populaires tenant compte de la variation historique de la conjoncture - par exemple, le revers électoral du FSLN -, il ne faut pas s'étonner de complications tactiques comme le dernier incident entre l'armée populaire sandiniste et le Front Farabundo Marti de libération nationale d'El Salvador (4), bien qu'il ait finalement été réglé grâce à une certaine dose d'imagination.

(3) Sur la remarquable capacité d'organisation des réfugiés salvadoriens, cf. DIAL D 737 et 1328 (NdT).

(4) Des officiers nicaraguayens avaient illégalement livré vingt-huit missiles sol-air au FMLN en octobre 1990 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)